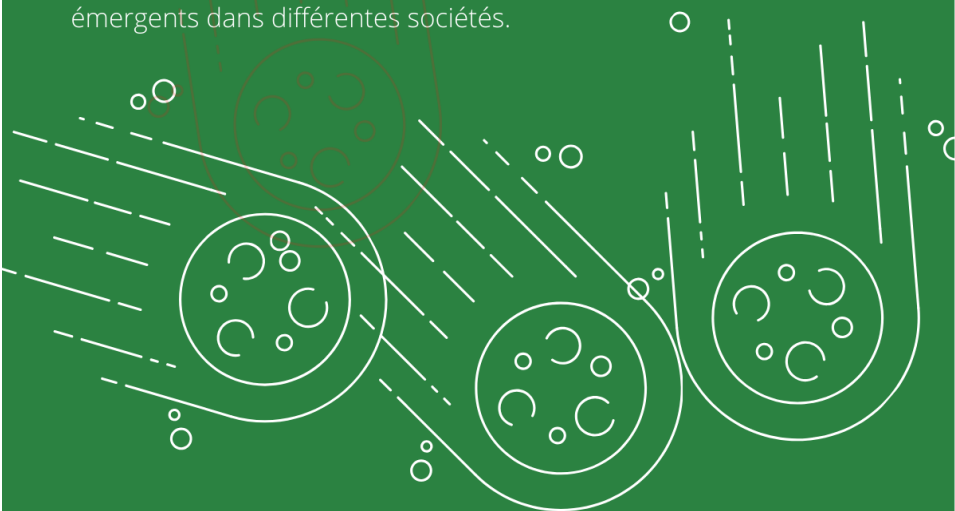


Ce volume est le résultat de travaux de recherche menés dans le cadre du Pôle d'Excellence "AfricaMultiple" à l'Université de Bayreuth, financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG, Fondation allemande pour la recherche), en droite ligne de la stratégie allemande pour l'excellence -EXC 2052/1-390794 VV.

Le concept de « Spatialités » offre l'occasion de se concentrer sur les différences, les similitudes, les relations et les innovations entre les espaces sociaux des acteurs, des actions et des institutions à divers endroits, villes et régions. Celui d'innovations, lié aux différentes interprétations des spatialités, est perçu non seulement comme des lieux de création et du renouveau, mais également, comme relevant des mouvements socio-politiques et artistiques dans les savoirs locaux. La combinaison de ces deux concepts permet de réfléchir sur leurs dimensions multiples (sociales, politiques, culturelles, linguistiques, anthropologiques, technologiques, etc.) dans un regard inter/pluridisciplinaire.

S'appuyant sur les deux concepts-clés, « spatialités » et « innovations », un colloque international s'est tenu à Ouagadougou du 06 au 08 mars 2023 sur la thématique « Perspectives multiples sur les spatialités et innovations en Afrique de l'Ouest francophone ». L'objectif du colloque était d'offrir une opportunité d'échanges et de partages des résultats de recherche sur les multiples formes de spatialités dans leurs articulations avec les processus d'innovations sociales, politiques, culturelles et technologiques, ou encore, de saisir les tendances convergentes et divergentes au sein des arrangements spatiaux émergents dans différentes sociétés.



ISSN (imprimé) 2710-4249



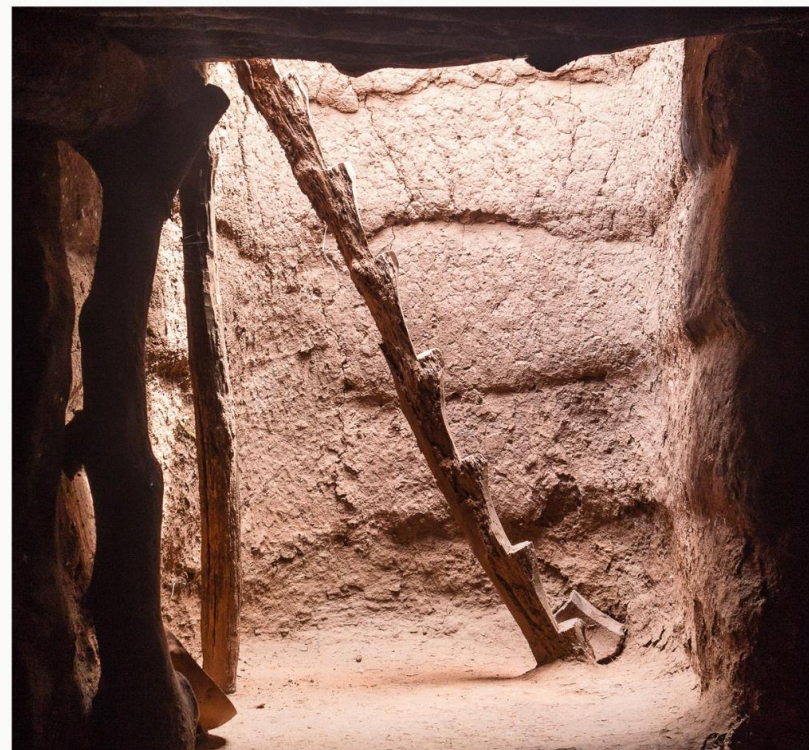
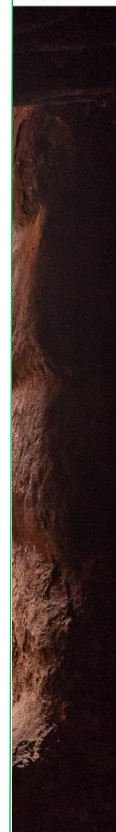
e-ISSN (en ligne) 2789-0031



DJIBOUI Revue Scientifique des Arts-Communication N°04 Hors-série
Lettres, Sciences Humaines et Sociales Mars 2024



DJIBOUI
Revue des Arts-Communication, Lettres,
Sciences Humaines et Sociales



Coordination de l'ouvrage:
Yacouba BANHORO, Maître de Conférences (UJKZ),
Ousséni SORE, Maître-assistant, (UJKZ)
Éveline SAWADOGO/COMPAORE, Maître de Recherche, (UJKZ)

Actes du colloque international sur la thématique « Perspectives multiples sur les spatialités et innovations en Afrique de l'Ouest francophone » à Ouagadougou du 06 au 08 mars 2023

Hors-série N°04
Mars 2024



RÉFÉRENCEMENT ET INDEXATION

REFERENCING AND INDEXING



TOGETHER WE REACH THE GOAL



Elektronische
Zeitschriftenbibliothek



FACTEUR D'IMPACT/ IMPACT FACTOR

Évaluation SJIF

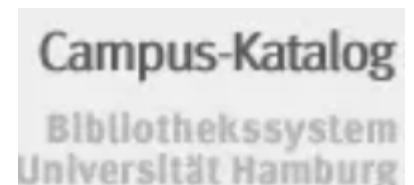
2020 : 3,574

2021 : 3,505

2022 : 4.906

2023 : 5.679

SJIFactor.com



Catalogue *plus*



**DJIBOUL, *Revue Scientifique des Arts-
Communication, Lettres, Sciences
Humaines et Sociales***

ISSN 2710-4249

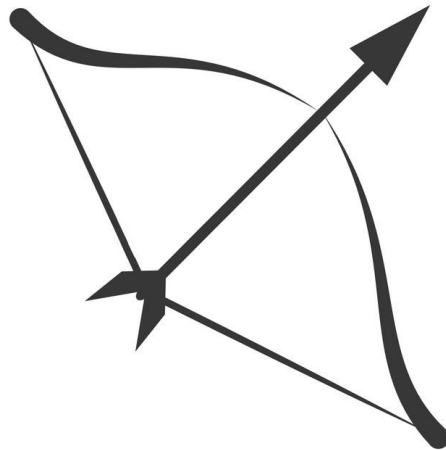
e-ISSN-2789-0031

<http://djiboul.org/>

revue.djiboul@gmail.com

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Revue Djiboul



Périodique : Semestriel

ÉDITEUR

DJIBOUL



- *Sous-direction du dépôt légal, 2ème Trimestre 2021*
- *Dépôt légal n°17472 du 07 mai 2021*

ADMINISTRATION REVUE DJIBOUL

DIRECTEUR DE PUBLICATION

HIEN SIE, UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

DIRECTEUR DE REDACTION

SIB SIE JUSTIN, UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

SECRETARIAT DE REDACTION

AKAKPO-AHIANYO DIGO ENYOTA KOFITSÈ DZAMESI, UNIVERSITÉ DE LOMÉ, TOGO

BOUAKI KOUADIO BAYA, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

DIOMANDE ABDOUL SOUALIO, UNIVERSITÉ PELEFORO GON COULIBALY, CÔTE D'IVOIRE

KONE YAYA, UNIVERSITÉ D'OTTAWA, CANADA

KONE TENON, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

KOUADIO PIERRE ADOU KOUAKOU, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

KOUROUMA KASSOUM, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

NACOULMA BOUKARÉ, ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE KOUDOUGOU, BURKINA FASO

SEA SOUHAN MONHUET YVES, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

TIROGO ISSOUFOU FRANÇOIS, UNIVERSITÉ JOSEPH KI-ZERBO, BURKINA FASO

BOUTISANE OUTHMAN, UNIVERSITÉ MOULAY ISMAIL, MAROC

ASSISTANTS ADMINISTRATIFS

AGNISSONI KOUASSI SIDOINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

AMADOU KOFFI IBRAHIM, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

KAMBIÉ TOHO SERGES STÉPHANE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

SIB SIE LEO WILFRIED, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, CÔTE D'IVOIRE

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

ABOLOU	Camille Roger	Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
ADJERAN	Moufoutaou	Université d'Abomey-Calavi, Bénin
AHOUA	Firmin	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
ASSANVO	Amoikon Dyhie	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
BOGNY	Yapo Joseph	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
BANGOU	Francis	Université d'Ottawa, Canada
GBAKRE	Andoh Jean-Marie	Université Péléforo-Gbon-Coulibaly, Côte d'Ivoire
GOA	Kacou	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
GORAN	Koffi Modeste	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
HIEN	Amélie	Université Laurentienne, Canada
KABORE	Bernard	Université Joseph Ki-ZERBO, Burkina Faso
KAMARA	Adama	Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
KAMATE	Banhouman	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
KAMBIRÉ	Bébé	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
KANTCHOA	Laré	Université de Kara, Togo
KOFFI	Elvis Gbakliat	École Normale Supérieure d'Abidjan, Côte d'Ivoire
KOUADIO	M'Bra Kouakou D.	Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
KOSSONOU	Kouabena Théodore	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
LANSEUR	Soufiane	Université de Béjaïa, Algérie
MALGOUBRI	Pierre	Université Joseph Ki-ZERBO, Burkina Faso
NAIMA	Guendouz-Benammar	Ecole Normale Supérieur d'Oran (ENSO) - Oran, Algérie
N'DONGO - I.	Yvon Pierre	Université Marien Ngouabi, Congo Brazzaville
OMBENI KIKUKAMA	Monzat	Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (ISP -BUKAVU), RDC
OUASSA	Kouaro Monique	Université d'Abomey-Calavi, Bénin
OUEDRAOGO	T. Alain	Centre National de Recherche Scientifique et Technologique, Burkina Faso
PALI	Tchaa	Université de Kara, Togo
SATRA	Baguissoga	Université de Kara, Togo
SAWADOGO	Awa 2ème Jumelle	Université Joseph Ki-ZERBO, Burkina Faso
SOMÉZ.	Maxime	Université Norbert ZONGO de Koudougou, Burkina Faso
TCHABLE	Boussanlégué	Université de Kara, Togo
THIAM	Ousseynou	Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
TAPE	Jean-Martial	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
YAGO	Zakaria	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
YEO	Kanabein Oumar	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
ZAGRE / KABORE	Edwige	Université Norbert ZONGO à Koudougou, Burkina Faso

LIGNE EDITORIALE

DJIBOUL

est un néologisme lobiri formé à partir de djir « connaître, savoir » et bouli « regrouper, mettre ensemble ». En un mot, **DJIBOUL** symbolise l'expression des connaissances scientifiques ou savoirs qui permettront aux contributeurs ou chercheurs d'avoir une ascension professionnelle. L'arc et la flèche symbolisent le courage, l'adresse ou l'habileté ce qui caractérise la vision de la revue.

DJIBOUL est une revue à parution semestrielle de l'Université Felix Houphouët-Boigny. Elle publie les articles des domaines des arts, communication, des lettres, des sciences humaines et sociales. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Les articles soumis à la revue **DJIBOUL** sont anonymement instruits par deux évaluateurs. En fonction des avis de ces deux instructeurs, le comité de rédaction décide de la publication de l'article soumis, de son rejet ou alors demande à l'auteur de le réviser en vue de son éventuelle publication. Les articles à soumettre à la revue doivent être conformes aux normes ci-dessous décrites et le non respect des normes éditoriales entraîne le rejet du projet d'article.

Dr SIB Sié Justin
Maître de Conférences

CONSIGNES AUX AUTEURS

- **Le nombre de pages minimum** : 10 pages, **maximum** : 18 pages
- **Interligne** : 1.15.
- **Numérotation numérique** : chiffres arabes, en bas et à droite de la page concernée.
- **Police** : Book Antiqua, Taille 12
- **Orientation** : portrait.
- **Marge : haut et bas** : 2,5cm, droite et gauche : 2,5cm.

MODALITES DE SOUMISSION

Tout manuscrit envoyé à la revue **DJIBOUL** doit être inédit, c'est-à-dire n'ayant jamais été publié auparavant dans une autre revue. Les manuscrits doivent impérativement satisfaire les indications ci-dessous et envoyés au directeur de publication à l'adresse suivante : revue.djiboul@gmail.com .

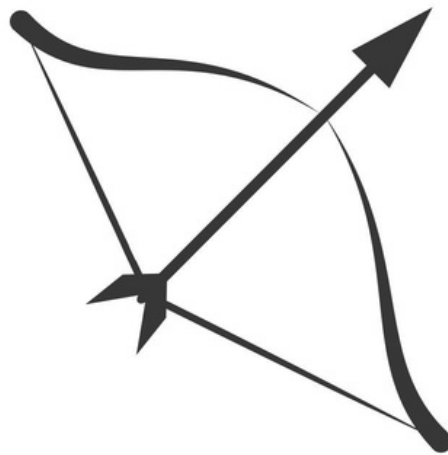
- **Titre** : La première page doit comporter le titre de l'article, les Prénoms et Noms des auteurs, leur institution d'affiliation et leur adresse complète.
- **Résumé** : Le résumé ne doit pas dépasser 300 mots. Il doit être succinct de manière à faire ressortir l'essentiel de l'analyse.
- **Mots-clés** : Ils ne doivent pas dépasser cinq.
- **Introduction** : Elle doit fournir suffisamment d'informations de base, situant le contexte dans lequel l'étude a été entreprise. Elle doit permettre au lecteur de juger la valeur qualitative de l'étude et évaluer les résultats acquis.
- **Corps du sujet** : Les différentes parties du corps du sujet doivent apparaître dans un ordre logique. (Ex : 1. ; 1.1 ; 1.2 ; 2. ; 2.1 ; 2.2 ; etc.). L'introduction et la conclusion ne sont pas numérotées.
- **Notes de bas de page** : Elles ne renvoient pas aux références bibliographiques, mais aux informations complémentaires.
- **Citation** : Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, des façons suivantes : En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p.223), est : « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), »

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit : Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio- historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères.

Diakité (1985, p.105)

- **Conclusion** : Elle ne doit pas faire double emploi avec le résumé et la discussion. Elle doit être un rappel des principaux résultats obtenus et des conséquences les plus importantes que l'on peut en déduire.
- **Références bibliographiques** : Les auteurs convoqués pour la rédaction seront mentionnés dans le texte avec l'année de publication, le tout entre parenthèses.
 - **Journal** : Noms et prénoms de tous les auteurs, année de publication, titre complet de l'article, nom complet du journal, numéro et volume, les numéros de première et dernière page.
 - **Livres** : Noms et prénoms des auteurs, année de publication, titre complet du livre, éditeur, maison et lieu de publication.
 - **Proceedings** : Noms et prénoms des auteurs, année de publication, titre complet de l'article et des proceedings, année et lieu du congrès ou symposium, maison et lieu de publication, les numéros de la première et dernière page.

DJIBOUL 
Hors-série N°04





Coordination de l'ouvrage



Yacouba BANHORO

Maître de Conférences en histoire contemporaine.
Il est enseignant-chercheur à l'Université Joseph KI-ZERBO(UJKZ).

Dusséni SORE

Maître-assistant en sociolinguistique.
Il est enseignant-chercheur à l'Université Joseph KI-ZERBO(UJKZ).



Éveline SAWADOGO/COMPAORE

Maître de Recherche en sociologie du Développement au Centre National de Recherche Scientifique et Technologique (CNRST).
Elle est chercheure à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA).



Le présent ouvrage constitue les actes de ce colloque, qui se veut un espace francophone du Cluster Africa Multiple dans lequel les échanges sur les projets et les dimensions de recherche en français ont été possibles et se sont intensifiés.



Comité scientifique du colloque

Présidente : Erdmute ALBER, professeure titulaire d'anthropologie, Université de Bayreuth

Membres :

- Abia Alain Laurent ABOA, professeur titulaire de linguistique, Université Félix Houphouët-BOIGNY
- Abou-Bakari IMOROU, professeur titulaire de sociologie, Université d'Abomey-Calavi
- Camille ABOLOU, professeur titulaire de linguistique, Université Félix Houphouët-BOIGNY
- Fatoumata Badini/Kinda, professeure de sociologie, Université Joseph KI-ZERBO
- Fernand Bouma BATIONO, professeur titulaire de sociologie, Université Joseph KI-ZERBO
- Justin Toro OUORO, professeur titulaire de sémiotique, Université Joseph KI-ZERBO
- Lassané YAMEOGO, professeur titulaire de géographie, Université Joseph KI-ZERBO
- Mahamadé SAWADOGO, professeur titulaire de philosophie, Université Joseph KI-ZERBO
- Martina DRESCHER, professeur titulaire de linguistique, Université de Bayreuth
- Pierre MALGOUBRI, professeur titulaire de linguistique, Université Joseph KI-ZERBO
- Ute FENDLER, professeure titulaire de littérature et de cinéma africains, Université de Bayreuth
- Boniface Désiré SOME, Maître de conférence en sociologie, Université Joseph KI-ZERBO
- Lassina SIMPORE, maître de conférences en archéologie, Université Joseph KI-ZERBO
- Natéwindé SAWADOGO, maître de conférences de sociologie, Université Thomas Sankara
- Ousséni ILLY, professeur titulaire de droit, Université Thomas SANKARA
- Valentine PALM/SANOU, maître de conférences en art et esthétique, Université Joseph KI-ZERBO
- Yacouba BANHOROU, maître de conférences en histoire contemporaine, Université Joseph KI-ZERBO



Comité de lecture de l'ouvrage

- Fernand Bouma BATIONO, professeur titulaire de sociologie, Université Joseph KI-ZERBO
- Pierre MALGOUBRI, professeur titulaire de linguistique, Université Joseph KI-ZERBO
- Ludovic Kibora, directeur de recherche en anthropologie, INSS/CNRST
- Alexis Boureima Koenou, maître de conférences en Linguistique, Université Joseph KI-ZERBO
- Éveline SAWADOGO/COMPAORE, maître de recherche en sociologie, Centre national de recherche scientifique et technologique
- Joschka Philip, junior research group leader, Université de Bayreuth
- Natéwindé SAWADOGO, maître de conférences de sociologie, Université Thomas Sankara
- Valentine PALM/SANOU, maître de conférences en art et esthétique, Université Joseph KI-ZERBO
- Yacouba BANHORO, maître de conférences en histoire contemporaine, Université Joseph KI-ZERBO
- Landry Hervé Coulibaly, maître-assistant en histoire politique, Université Joseph KI-ZERBO
- Ousséni SORE, maître-assistant en sociolinguistique, Université Joseph KI-ZERBO
- Serge Noël Coulibaly, maître-assistant en histoire contemporaine, Université Joseph KI-ZERBO

Introduction

Le concept de « Spatialités » offre l'occasion de se concentrer sur les différences, les similitudes, les relations et les innovations entre les espaces sociaux des acteurs, des actions et des institutions à divers endroits, villes et régions. Celui d'innovations, lié aux différentes interprétations des spatialités, est perçu non seulement comme des lieux de création et du renouveau, mais également, comme relevant des mouvements socio-politiques et artistiques dans les savoirs locaux. La combinaison de ces deux concepts permet de réfléchir sur leurs dimensions multiples (sociales, politiques, culturelles, linguistiques, anthropologiques, technologiques, etc.) dans un regard inter/pluridisciplinaire.

S'appuyant sur les deux concepts-clés, « spatialités » et « innovations », un colloque international s'est tenu à Ouagadougou du 06 au 08 mars 2023 sur la thématique « Perspectives multiples sur les spatialités et innovations en Afrique de l'Ouest francophone ». L'objectif du colloque était d'offrir une opportunité d'échanges et de partages des résultats de recherche sur les multiples formes de spatialités dans leurs articulations avec les processus d'innovations sociales, politiques, culturelles et technologiques, ou encore, de saisir les tendances convergentes et divergentes au sein des arrangements spatiaux émergents dans différentes sociétés.

Les participant-e-s à ce colloque sont venu-e-s de l'Université de Bayreuth, de l'institut des hautes études en sciences sociales de Paris, des universités du Québec au Canada, d'Abomey Calavi au Bénin, de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire et de différents centres de recherche et universités du Burkina Faso. Au cours des 3 jours du colloque, 23 présentations orales ont été faites dans des panels, une conférence inaugurale et une table-ronde. On a assisté à des exposés sur des questions de méthode, des phénomènes spatiaux comme l'action des groupes armés non étatiques dans le Sahel, des innovations liées à l'espace ainsi que des espaces ayant insufflé des innovations en rapport avec l'art cinématographique, des lieux de mémoires, des langues, la santé, la famille, la littérature, l'agroécologie, la gestion, l'apprentissage, le tourisme, la question du genre, etc.

Le colloque a été organisé dans le cadre de la coopération interuniversitaire qui lie depuis 4 ans le Pôle d'Excellence Africain de l'Université Joseph Ki-Zerbo à Ouagadougou à ses partenaires du réseau Africa Multiple Cluster Centres (ACC), qui inclut les pôles de l'Université de Bayreuth (Allemagne), de l'Université de Lagos (Nigeria), de l'Université de Moi (Eldoret, Kenya) et de l'Université de Rhodes (Makhanda, Afrique du Sud).

Le présent ouvrage constitue les actes de ce colloque, qui se veut un espace francophone du Cluster Africa Multiple dans lequel les échanges sur les projets et les dimensions de recherche en français

ont été possibles et se sont intensifiés. Il comporte douze articles acceptés à l'issue d'un processus rigoureux de double instruction anonyme de chaque article par les pairs et de révision. Il traite de thèmes variés et est divisé en trois parties. La première porte sur les innovations et spatialités linguistique, la deuxième traite des innovations et spatialités sociétales et la troisième analyse les innovations et spatialités agricoles et sanitaires ainsi que la spatialité de la crise sécuritaire au sahel.

La première partie comprend trois articles traitant de spatialités et innovations culturelles.

Dans une vision cinématographique, Michaela OTT focalise sa contribution sur les topologies individuelles. En esquissant l'histoire du capitalisme à partir du développement de certaines villes européennes, elle finit par nous donner une topologie, une logique historicisante de structures spatio-temporelles liées par des interconnexions multifactorielles. Et comme le montrent certains des films documentaires et de fiction présentés au FESPACO (Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou), les relations topologiques caractérisent toutes les situations (post)coloniales thématiques dans ces films aujourd'hui : l'extension de la famille à travers différents pays, voire continents, entraînant des identités personnelles nécessairement mêlées, souvent aussi en raison de l'échange technologique et de l'appropriation d'énoncés culturels et esthétiques étrangers. Cela vaut également pour l'esthétique des films qui, eux-mêmes, s'approprient souvent certaines expressions culturelles venues d'ailleurs et doivent donc être considérés comme des topologies esthétiques, des combinaisons spatio-temporelles (non-in) individuelles.

Thierry BOUDJEKEU et Marie TSOGO répondent à la question : comment les institutions culturelles (Fespaco) et mémorielles (La Route de l'esclave) font de Ouaga et Ouidah des lieux de création et du renouveau en Afrique de l'Ouest et comment les groupes humains s'approprient ces innovations ? Inscrite dans cette spirale, la contribution examine les spatialités des lieux culturels et mémoriels pour explorer comment, dans leurs configurations, ces constellations institutionnelles fixent des modalités qui, tour à tour, provoquent des réactions foisonnantes et conduisent à des innovations multiformes. Les investigations leur ont permis de déduire que le Fespaco, en tant que plaque tournante, a su faire éclore et développer des créativité et des imaginaires des cinématographies d'Afrique. Quant au projet « La Route de l'esclave », en tant que site de mémoire, il a suscité des innovations mémorielles multiples et multiformes.

Lassane YAMEOGO, Noël GANSAONRE et Raïcha SIRIMA s'intéressent à la problématique du tourisme face à la double crise sécuritaire et sanitaire dans la commune de Tiébélé. Initialement considéré comme une alternative pour les communautés rurales et urbaines du fait des crises liées à l'emploi et à la dégradation des ressources naturelles réduisant les capacités productives des populations, le secteur touristique fait face depuis 2014 à des crises sociopolitiques, sécuritaires et

sanitaires qui ont affecté les arrivées touristiques dans cette localité. Leur objectif est d'analyser l'impact des crises sécuritaire et sanitaire sur la dynamique du tourisme à Tiébélé. Les résultats auxquels ils sont parvenus montrent que le tourisme à Tiébélé présente une certaine particularité au regard des ressources spécifiques, dont l'architecture Kasséna qui est mise en exergue pour attirer davantage de touristes. Cette particularité crée une spatialité à l'intérieur de la région touristique du Centre. À cette spatialité, vient se greffer une innovation liée à l'implication familiale dans la promotion du secteur. En dépit de ces efforts de particularisation du secteur touristique dans la commune, celui-ci fait face à de nombreuses difficultés liées aux crises sociopolitique, sécuritaire et sanitaire impactant négativement le secteur touristique puisque le nombre de visiteurs et les recettes touristiques ont drastiquement baissé. Pour les auteurs de cet article, il conviendrait de réorienter le secteur vers les visiteurs nationaux afin de redynamiser le secteur touristique à Tiébélé.

Erdmute ALBER explore, dans son article, la problématique de la famille étendue sous l'angle de la spatialité de la parenté. Elle considère que l'existence de la famille étendue comme structure principale de la parenté en Afrique est généralement perçue, dans l'anthropologie mais aussi dans des discours de développement ou politique étatique, comme un fait „naturel“. Son article discute cette parenté en Afrique francophone comme un espace relatif, créé et modifié par des actions et imaginations coloniales européennes. Pour elle, la famille ne saurait être simplement perçue comme un « fait naturel », mais aussi comme un produit, non seulement des processus spatiaux et d'imagination des administrateurs coloniaux, mais également des processus bureaucratiques et ses effets épistémologiques.

La deuxième partie comprend quatre articles focalisés sur les spatialités et innovations linguistiques.

Martina DRESCHER esquisse la problématique des spatialités et innovations pragmatico-discursives du français en Afrique de l'Ouest dans le domaine des recherches en sciences du langage. Elle propose une réflexion théorique sur l'espace comme moteur de la variation linguistique en insistant sur l'impact du contact linguistique. Transplanté sur le continent africain vers la fin du 19^e siècle par la voie de la colonisation, le français n'a cessé d'y évoluer. Elle constate une appropriation de la langue du colonisateur par ses locuteurs africains, pour qui le français n'est généralement pas la première langue apprise. Grâce à des processus d'autonomisation, toujours en cours, émerge un français régional marqué par le contact avec les langues coprésentes dans son milieu et caractérisé par de nombreuses innovations à tous les niveaux de la description linguistique. La discussion se concentre sur certaines innovations pragmatico-discursives qui ont leur origine

dans le transfert de techniques d'expression, de patrons communicatifs ou de modes d'énonciation et d'organisation du discours des langues premières vers le français.

La contribution de Adama DRABO s'inscrit également dans le domaine pragmatique-discursif et plus spécifiquement celui des phraséologismes pragmatiques. Pour lui, la prise en compte des innovations pragmatique-discursives permet d'expliquer l'autonomisation des français parlés en Afrique. À travers le français ivoirien, l'auteur décrit l'expression de compassion « yako » empruntée aux langues kwa comme un phraséologisme pragmatique qui rend compte de l'endogénéisation du français en Côte d'Ivoire. Son analyse permet aussi d'établir le lien entre ladite expression avec la morale jugée d'ailleurs à tort comme ne pouvant être objectivement étudiée en sciences du langage. Ce qui lui permet de définir « yako » comme une formule routinière de compassion à travers ses caractéristiques pragmatique-discursives ainsi que ses rapports avec la morale.

Camille Roger ABLOU aborde les marqueurs discursifs du français ivoirien, exprimés sous forme d'emprunts ou de calques venant des langues locales. Pour lui, ces expressions expriment à la fois la vivacité et la dynamique du français en Afrique. Parmi ces marqueurs, c'est la marque KO du dioula tabu-si parlé en Côte d'Ivoire qui a retenu son attention. Ce vocable est mobilisé régulièrement et diversement par nombre d'internautes ivoiriens dans les discours en français ivoirien allant du français populaire au français standard sur les plateformes numériques pour confronter des vues, des visions et des opinions, dénotant ainsi une escalade en territoire aléthique. Il parvient à la conclusion selon laquelle KO apparaît comme un aiguilleur des espaces discursifs de vérité et de contre-vérité, des énoncés de droit et de fait, de l'imaginaire et du réel.

Pour sa part, Oumarou BOUKARI aborde quelques innovations linguistiques dans le français ordinaire de Côte d'Ivoire. D'une part, son objectif est de comprendre les différences, les similitudes, les relations et les innovations langagières issues du contact entre les espaces linguistiques exogènes et endogènes, et d'autre part, de mettre en lumière la possibilité d'une analyse objective de la morale en linguistique en se focalisant sur des usages particuliers de certaines notions spatiales. Il ressort de ses analyses qu'outre leurs caractéristiques structurelles novatrices, la particularité des innovations linguistiques considérées réside aussi dans leur usage métaphorique. Celui-ci les assimile à des indicateurs d'un espace conceptuel moral, sur la base duquel les notions abstraites du bien et du mal sont déduites, délimitées et définies de manière pragmatique.

Dans une dynamique spatio-temporelle, Ousséni SORE interroge la logique qui gouverne l'enseignement/apprentissage du français en Afrique subsaharienne. L'étude réactualise le problème des considérations nouvelles dans la didactique du français en contexte plurilingue

burkinabè. L'objet de son étude est de montrer qu'au regard de l'histoire du français, il y a lieu que son enseignement/apprentissage soit contextualisé pour prendre en compte les diversités linguistiques et culturelles. Le chercheur aboutit à la conclusion selon laquelle les réalités (socio)linguistiques, culturelles et les facteurs liés à la variation du français exigent une reconsidération du français et de son enseignement au Burkina Faso, pour en faire un levier de réussite scolaire pour tous les apprenants.

La troisième partie de l'ouvrage compte trois articles sur les innovations et spatialités agricoles et sanitaires ainsi que la spatialité de la crise sécuritaire au sahel.

Eveline SAWADOGO/COMPAORE traite de l'agroécologie, ses enjeux spatiaux et territoriaux au Burkina Faso. Partant du secteur agricole, sa recherche se donne pour but de comprendre le niveau ou le degré de confiance entre chercheurs et utilisateurs de résultats de recherche et son évolution dans le temps sur les questions de l'agroécologie à la lumière de la chronologie de l'innovation comme approche d'analyse. Les résultats montrent que la perception et l'acceptabilité des utilisateurs des résultats de la recherche dépendent de leur niveau de confiance sur l'identité et la profession du chercheur dans le cas de l'agroécologie.

Yacouba BANHORO et Sié Moïse SIB s'intéressent à la santé globale et aux questions d'innovations dans l'histoire du Burkina Faso. L'objectif de l'article est de comprendre les innovations sanitaires de la santé globale et de la gouvernance sanitaire globale et leurs répercussions dans un pays comme le Burkina Faso. Il est ressorti que la diversité des acteurs autonomes au niveau international a été reproduite dans ce pays, mais dans un cadre plus organisé au sein d'un programme de développement sanitaire piloté par le ministère de la santé et les bailleurs de fonds. De même, la stratégie du partenariat public privé y est bien associée au travail des acteurs globaux de la santé agissant au Burkina Faso, notamment à travers la contractualisation des services avec de nombreux acteurs du monde associatif, de l'état et du secteur privé. Une des conséquences est la responsabilisation d'acteurs associatifs et la promotion d'un leadership sanitaire en leur sein, mais, aussi, la création d'un mouvement communautaire important dans la lutte contre les maladies. La mise à disposition d'importants financements ainsi que le mode d'organisation des acteurs apparaissent comme des innovations capables d'ancrer des pratiques de lutte contre les maladies au niveau des communautés. Toutefois, le caractère vertical des financements et des actions pose, comme il l'a toujours posé au sein de l'OMS, la question de la durabilité des actions importantes entreprises dans le secteur de la santé.

Désiré Boniface SOME questionne la récurrente question du terrorisme sahélien. Le chercheur essaye de comprendre l'enlisement du terrorisme dans la zone des trois frontières partagées entre

le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ce dernier pays étant considéré, ces dernières années, comme le pays le plus touché par le terrorisme en Afrique depuis l'apparition du phénomène en 2014. Les principaux résultats qui en découlent attestent que les populations du Sahel, au cours de leur histoire, ont connu des tensions, des affrontements, des guerres, des conflits, des pratiques esclavagistes que le partage des langues et de la religion a atténués, voire pacifiés. Mais ils ont resurgi par endroit et en liaison avec les déficits de gouvernance, le chômage, la corruption, etc. Néanmoins, les populations de la zone ont du vécu en matière de mécanismes endogènes de gestion des conflits qui peut être une soupape d'oxygénation pacifique face au terrorisme.

En somme, ce volume permet de passer en revue, sans exhaustivité, les notions de spatialités multiples et innovations dans un espace de recherche francophone. À travers un regard pluridisciplinaire, il esquisse une analyse relationnelle de la triade sociétés-espaces-innovations pour une compréhension large des dimensions spatiales des innovations.

Yacouba BANHORO, Ousséni SORE & Eveline SAWADOGO/COMPAORE

Sommaire

Note éditoriale

Perspectives multiples sur les spatialités et innovations en Afrique de l'Ouest francophone

Spatialités et Innovations Culturelles

01. **Michaela OTT**
Topologies dividualles cinématographiques 02
02. **Thierry BOUDJEKEU & Marie TSOGO**
Le FESPACO et La Route de l'esclave : quand innovations et spatialités interagissent 08
03. **Lassane YAMEOGO, Noël GANSAONRE & Raïcha SIRIMA**
La commune de Tiébélé, une spatialité touristique à l'épreuve de la double crise sécuritaire et sanitaire 26
04. **Alber ERDMUTE**
Les spatialités de la parenté : repenser, réinventer et modifier la famille étendue en Afrique de l'Ouest 42

Spatialités et Innovations Linguistiques

05. **Martina DRESCHER**
Spatialités et innovations pragmatico-discursives du français en Afrique de l'Ouest : Esquisse d'une problématique 64
06. **Adama DRABO**
Eeh yako mon frère. Une innovation pragmatico-discursive du français ivoirien au service de la morale 74
07. **Camille Roger ABOLOU**
Escalade en territoire aléthique : le marqueur ko dans les discours en français ivoirien sur les plateformes numériques 96
08. **Oumarou BOUKARI**
Attends, on est où là ? Les espaces du bien et du mal dans les interactions en français ordinaire ivoirien 112
09. **Ousséni SORE**
Quel(s) français pour quel(s) enseignement(s) du français au Burkina Faso ? 134

Innovations, spatialités agricoles, sanitaires et crise sécuritaire au sahel

10. **Eveline SAWADOGO-COMPAORE**
Innovation agroécologique, spatialité et enjeux Territoriaux au Burkina Faso 146
11. **Yacouba BANHORRO & Sié Moïse SIB**
Approche critique de la santé globale et ses innovations dans l'histoire du Burkina Faso 162
12. **Désiré Boniface SOME**
Burkina Faso : quelques linéaments sociaux du terrorisme au Sahel 180

BURKINA FASO : QUELQUES LINÉAMENTS SOCIAUX DU TERRORISME AU SAHEL

Désiré Boniface SOME

Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso

Résumé : Le Burkina, est de nos jours, le pays le plus touché par le terrorisme en Afrique. Le phénomène y a fait son apparition depuis 2014. Le Sahel, que le pays partage avec les Républiques du Mali et du Niger, est le bastion du terrorisme animé par des groupes armés dont les hommes sont souvent assimilés aux habitants de la zone. Une sorte d'étiquetage qui s'alimente d'une violence au faciès. Comprendre l'enlisement du terrorisme au Sahel est l'objectif de la présente recherche qui s'est, au plan méthodologique, appuyée sur des données bibliographiques et de terrain à Dori, Djibo et Gorom-Gorom du 24 avril au 10 mai 2022.

Les principaux résultats qui en résultent attestent que les populations du Sahel, dans leur histoire, ont connu des tensions, des affrontements, des guerres, des conflits, des pratiques esclavagistes que le partage des langues et de la religion a atténués, voire pacifiés. Mais ils ont resurgi par endroits et en liaison avec les déficits de gouvernance, le chômage, la corruption qui ont donné un ferment au terrorisme.

Mots clés : Sahel, terrorisme, conflits, rapports sociaux

Introduction

Longtemps épargné par le terrorisme actif au Sahel, le Burkina Faso est progressivement entré, à partir de 2015, dans la catégorie des pays sahéliens victimes des actions des Groupes Armés Terroristes (GAT) qui étaient essentiellement basés au Mali et qui opéraient dans certains pays de la région (SOME et al., 2023). L'activité des GAT est allée crescendo à partir du Nord du pays pour gagner non seulement en intensité, mais aussi pour se propager dans certaines régions du pays (*International Crisis Group*, 2017).

Ce phénomène qualifié par certains de « guerre asymétrique »¹(Pfanner, 2005) et par d'autres de « vraie guerre », ne cesse de s'amplifier en termes de pertes en vies humaines, de blessés, de déplacements internes de personnes, de traumatismes, de fermetures des services publics et privés, de déchirure du tissu social. Entre le 4 avril 2015 et le 31 mai 2020, l'Observatoire pour

¹ Pfanner Toni parlant de guerres asymétriques dans sa publication de 2005, voir bibliographie.

la Démocratie et les Droits de l'Homme (ODDH)² a répertorié 436 militaires burkinabé tués, 310 blessés, 1 219 civils tués et 349 blessés par les terroristes.

Au 30 avril 2022, UNOCHA³ a dénombré 1 520 012 personnes déplacées au Burkina Faso ; dont 59,13% sont des enfants et 708 341 élèves affectés par la fermeture de 4258 écoles. Le 17 juin 2022, le gouvernement du Burkina Faso, à l'issue d'un conseil des ministres, a avancé le chiffre de 1,9 million de personnes déplacées internes à la fin du mois d'avril. Les chiffres sont très variés et très instables autour cette crise.

Le 24 octobre 2020, la décision n°2020-001/CC/EC du Conseil constitutionnel a constaté que 17, 70% du territoire (soit 48537 km²) étaient hors du contrôle de l'État. À l'issue du conseil des ministres du 22 juin 2022, le porte-parole du gouvernement a affirmé que 2/5 (soit 40%) du territoire était à reconquérir. À la veille du bilan du Président Damiba⁴, une source militaire affirmait que 2/3 (soit 66,66%) du territoire échappaient au contrôle de l'État⁵.

C'est en janvier 2015 à Samorobgan, dans l'Ouest du pays, qu'est survenue la première attaque terroriste sur le sol burkinabè. Par la suite, les attaques se sont accrues et se sont ancrées dans le Sahel puis le Nord du pays, avant de se propager sur la quasi-totalité des régions. Le terrorisme est rentré au Burkina par le Mali voisin qui est l'un des bastions du GSIM (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans) et de l'EIGS (l'Etat islamique au grand Sahara).

Longtemps avant la pénétration coloniale, les populations de ces régions partageaient des pratiques culturelles similaires basées aussi bien sur les croyances, la religion, les modes de vie sociale, économique et politique (partie développée dans la suite du travail). La colonisation s'y est réalisée sur fond de tensions, de turbulences, d'affrontements... Le développement fulgurant du terrorisme amène à se poser la principale question de la présente étude :

Le Sahel du Burkina Faso en tant qu'espace social était-il un milieu favorable à l'enracinement du terrorisme ? Il conviendrait de savoir en seconde interrogation, quelles sont 'les frottements sociaux' qui alimentent la prévalence du phénomène ?

² <https://news.un.org/story/2020/01>

³ <https://reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso/>

⁴ Président qui a accédé au pouvoir en renversant par un coup d'Etat, le 22 janvier 2023, le président démocratiquement élu.

⁵ Chiffres du politologue Harouna Dicko dans lettre ouverte au chef de l'Etat, lefaso.net du 11 octobre 2022,

L'objectif principal de la recherche est de comprendre l'enlèvement du terrorisme dans cette partie du pays par l'analyse des interactions sociales entre les différentes ethnies. Parce que c'est leur qualité d'hier qui justifierait l'implantation du terrorisme aujourd'hui. L'objectif spécifique consiste à identifier les facteurs favorables à la propagation du terrorisme.

L'hypothèse de base qui conduit à l'éclairage dans ce travail est : les rapports inter-ethniques constituent le terreau fertile à l'enracinement du terrorisme au sahel. Autrement dit, les rapports sociaux historiques (postcoloniaux et coloniaux) recèlent des contradictions, des antagonismes, sources de conflictualités favorables au développement du phénomène.

1. Le terrorisme: élucidation du concept

« *Terrorisme* » dérive de terreur, terme dont le sens est emprunté vers 1356 au latin «*terror*» qui signifiait « effroi épouvantable, inspirant de l'effroi », lui-même dérivant de «*terrere* » qui signifiait : « *effrayer, épouvanter* ». François-Noël Babeuf va créer en 1794 le mot « terroriste » pour qualifier *les partisans et agents du système de la terreur*⁶.

Alex Schmidt et Berto Jongman, en 1988, listaient 109 différentes définitions du phénomène (MUCCHIELLI, 2010). Les chercheurs Joseph J. Eassonn et Alex P. Schmid (2011)⁷, vingt ans plus tard, en recensaient 260. Celles-ci ont trait à l'usage de la violence (physique ou verbale). L'usage de la peur, le niveau d'organisation, l'idéologie en sont des traits communs. Dans nombre de définitions intervient aussi le critère de la victime. Le terrorisme est protéiforme dans ses motivations (religieuses, idéologiques, politiques, indépendantistes ou purement criminelles) et dans ses espaces d'opération qui sont transnationaux (en tout cas au Sahel). Les frontières entre le terrorisme religieux, le terrorisme politique et celui mafieux restent indéterminées. De nombreux groupes terroristes, agissant sous couvert de motifs religieux, idéologiques ou politiques, semblent plus être des trafiquants d'armes, de stupéfiants ou adeptes du grand banditisme.

La définition classique (LAROUSSE, 2015) souligne que c'est : «*le recours à la violence et à l'intimidation pour imposer ses idées politiques ou son autorité, ou atteindre une fin ou un but*».

⁶ BABEUF François-Noël, dit Camille, in, Le numéro 22 du Journal de la Liberté de la Presse paru le 10 vendémiaire an III (1er octobre 1794). Le n° 23 portait un nouveau titre : Le Tribun du Peuple

<https://maitron.fr > spip > article25532>

⁷ Voir Alex P. Schmid (éd.), *The Routledge Handbook of terrorism Research*, Routledge, 2011

D'après cette définition, le terrorisme est tout acte qui suscite la terreur chez un groupe défini de personnes. Cette définition ne résiste pas à toutes les formes de terrorisme.

La Société des Nations, dans une convention signée le 16 novembre 1937, à Genève, définissait le terrorisme comme « *tout acte criminel dirigé contre un État et destiné à (ou calculé en vue de) créer un état de terreur dans l'esprit d'individus singuliers, d'un groupe d'individus ou de la population en général*⁸ ». Cette définition reflète un caractère politique en ce sens que c'est l'État qu'elle met en avant. La France y a adhéré en soutenant que le terrorisme est « *une entreprise délibérée tendant par l'intimidation ou la violence à renverser les institutions démocratiques ou à soustraire une partie du territoire national à l'autorité de l'État* », (Boniface. 2001 : p 54).

Le gouvernement américain, quant à lui, a élargi sa définition du terrorisme en partant du point de vue des cibles et des fins. Il désigne des cibles non combattantes (civils, personnels militaires non armés et/ou pas en service, personnels armés et installations militaires qui ne sont pas en situation d'hostilité militaire) attaquées à des fins politiques par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins et dont le but est généralement d'influencer une population⁹.

Le terrorisme en tant que « *violence d'État* » apparaît, dans une autre approche politique comme étant le fait des structures officielles (armée, police, services de renseignements...) ou encore de structures parallèles à celles de l'État (*escadrons de la mort* ...), mais agissant au service de la politique menée par cet État, sinon sur ordre des autorités dirigeantes, du moins avec leur tolérance (Claisse E et Co, 2018). Les actes de terrorisme revêtent une signification particulière et, de fait, aux yeux de leurs auteurs, sinon de leurs victimes.

Dans cette étude, sont concernés au titre d'acteurs terroristes aussi bien les « *djihadistes* » (d'obédience islamiste) que d'autres groupes criminels qui sévissent dans la zone. Le terrorisme met en évidence des rapports de force, des relations politiques de domination et de dépendance qui constituent le contexte structurel de conflits locaux, régionaux ou internationaux. Cette vision repose sur le paradigme des « *risques réflexifs* » (illustré par des sociologues comme Ulrich Beck et Anthony Giddens : 1986) et aussi de Ouédraogo.N.B (2020). Elle implique que le terrorisme a surgi sous une forme métamorphosée de conflit contre l'État doublée de velléités sécessionnistes à partir de vieux problèmes que l'Etat lui n'a pas été en mesure de résoudre.

⁸ Ces diverses définitions sont accessibles sur le site www.undcp.org/terrorism_definitions.html

⁹ Cité par P. Boniface, *Les guerres de demain*, Paris, Seuil, 2001, p. 20-21

Ulrich Beck, à travers son ouvrage : ‘‘*La société du risque*’’ (1986), pose un diagnostic sur la société moderne en mettant en relief la confrontation entre les certitudes et les incertitudes de la société moderne (industrielle), symptômes des transformations sociales contemporaines. Le risque, pour lui contrairement au danger qui se trouve dans la nature, se trouve, quant à lui, dans le progrès. À ce titre, le phénomène du terrorisme peut être perçu comme une remise en cause de l’État et ses ordres, ses institutions. Le terrorisme, dans une allusion à la théorie du risque réflexif de Beck, peut se comprendre sous la faillite de l’État, imputable à une conception dogmatique et des pratiques introverties qui n’ont pas inclus des réalités, des attentes sociales et régionales dans son rôle. Introvertis dans ses avantages régaliens, les laissés-pour-compte sont en marche à travers le terrorisme pour *la prise de la bastille*.

Ouédraogo (2020) parle de terrorisme à caractère djihadiste représenté par le groupe Ansaroul islam¹⁰ au Burkina Faso. Cependant, sous la colonisation et sous certains régimes politiques, il a aussi connu le terrorisme qui se traduisait par des abus de pouvoir, des « *violences d’État ou impérialiste* » dont de nombreuses familles gardent encore des souvenirs traumatisants. En rappel, une journée de pardon avait été organisée le 30 mars 2001, pour conjurer les violences politiques commises depuis l’indépendance du pays en 1960¹¹.

Nous envisageons le terrorisme, dans la présente étude, sous la posture de Claisse et Co, (*op., cit.*) comme un (des) acte(s) de violence physique, dirigé(s) contre des personnes ou des biens et perpétré(s) par un individu, par un groupe d’individus ou par l’État. Cette définition correspond mieux dans le cas du Burkina Faso dans la mesure où les principaux groupes terroristes, l’EIGS (l’Etat Islamique au Grand Sahara) et le GSIM (Groupe de Soutien à l’Islam et aux Musulmans) et leurs méthodes d’actions la corroborent.

2. Espace et méthodologie de l’étude

2.1. Espace d’étude

La région du Sahel est le foyer incandescent du terrorisme. Cette zone située au Nord-est du pays couvre une superficie de 35.360 km². Elle compte 4 provinces administratives et une population de 1.094.907 habitants d’une densité moyenne de 378 habitants au km². Elle est limitrophe de trois régions burkinabè du Sud-est à l’Ouest, elle est frontalière de trois régions

¹⁰ Incarné par Malam Dicko qui est monté crescendo à partir de 2013 dans la Province du Soum au Sahel et qui a rapidement eu des connexions avec les l’EIGS (Etat islamique au grand sahara).

¹¹ On peut se référer à ce niveau à LAMIZANA Sangoulé et al., *Rapport du Collège des Sages sur les crimes impunis de 1960 à nos jours*, <https://www.thomassankara.net/le-rapport-du-college-des-sages-sur-les-crimes-impunis-de-1960-a-nos-jours/>

maliennes au Nord et d'une région nigérienne à l'Est. Les ethnies les plus anciennes à y résider sont les Peuls, les Rimaïbes, Touaregs, les Bellas (nomades dans le temps par la pratique de leur principale activité : l'élevage). De nos jours, d'autres ethnies, les Moosés, les Yarsés, les Fulbés, entre autres, y vivent.

La première attaque terroriste a eu lieu en avril 2015 ; un homme de nationalité roumaine, officier de sécurité de la mine de manganèse près des frontières du Mali et du Niger a été kidnappé. Depuis lors, le terrorisme est évolué en nombre de victimes dans toutes les catégories de la population locale : civiles et militaires. Des massacres de civiles comme celui de Solhan le 5 avril de 2021 (131 morts), des centaines de membres des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont déjà perdu la vie sans que rien ne semble arrêter le phénomène. Plus de soixante mille personnes ont été forcées d'abandonner leurs terres et de fuir par instinct de survie. Des écoles, des dispensaires ont été contraints de baisser les rideaux, jetant dans la rue de milliers d'enfants sans avenir, et des populations sans aucune assistance sanitaire.

Plus grave encore, des populations qui, jadis, vivaient dans une paix relative se regardent aujourd'hui en chiens de faïence et s'accusent de connivences avec des groupes armés. Ainsi, des troubles aux aspects communautaires et intercommunautaires éclatent çà et là comme à Yirgou, à Kain, à Bahn, à Arbinda...

Certaines populations ont été pointées du doigt comme étant des complices des exactions perpétrées par des terroristes et au regard aussi de leurs habitudes socioculturelles semblables à celles des présumés assaillants.

2.2. *Méthodologie*

La démarche méthodologique procède de l'approche socio-historique (Payre et Pollet, 2005). Elle repose sur une définition des sciences sociales où Histoire et Sociologie sont « épistémologiquement indiscernables ». La démarche, qui s'appuie sur une sociologisation des objets, pratiques, permet d'analyser les interactions entre acteurs locaux.

Nous avons recouru donc à la collecte des données à travers les sources bibliographiques qui mettent en relief les traces : les indicateurs, les indications, les choses et leur explication. Il s'agit d'une méthode utilisée aussi bien en histoire qu'en socio-anthropologie. Selon toujours les deux auteurs ci-dessus cités, la trace se caractérise par son génitif intrinsèque, si l'on peut dire. En d'autres termes, son caractère d'appartenance, au sens où la trace est toujours trace de quelque chose. Elle ne se définit pas par elle-même, elle n'a pas d'existence propre, autonome, au plan ontologique du moins, elle n'existe que par rapport à autre chose (un événement, un

être, un phénomène quelconque chez les Peuls, les Touaregs, les Bellas, populations de notre étude). La trace est de l'ordre du double, voire de la représentation et ne prend son sens que sous le regard qui la déchiffrera.

Ainsi, le suivi de trace à partir d'une source bibliographie crédible, donne les éléments d'information nécessaires à la validation ou à l'infirmité des hypothèses de recherche. Nos principales sources sont des documents d'histoire, de sociologie, de géographie et d'économie, exploités dans des bibliothèques et des centres de lecture (Centre National de Recherche Scientifique et Technologique, université Joseph KI-ZERBO, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), à Ouagadougou, université Cheik Anta Diop, Institut Fondamental, d'Afrique Noire (IFAN). Des personnes-ressources (4 chefs traditionnels, 3 anciens agents de l'Etat, 2 historiens de la zone, 2 journalistes, 3 chefs de terres, 6 personnes déplacées) ont été interrogées en complément d'informations.

3. Résultats et discussions

Les données recueillies sont consignées en partant des groupes ethniques en présence dans la zone et leurs interactions.

3.1. *Peuplement et rapports sociaux au Sahel*

La connaissance du peuplement d'un espace est indispensable à l'analyse des rapports entre les populations qui le composent. Barral (1977) et Bazémo (1997) nous ont fourni les données sur le peuplement du Sahel. Les peuples vivant actuellement au Sahel ne sont pas majoritairement les autochtones de ces lieux. Des recherches archéologiques menées au Sahel l'ont prouvé par des découvertes de sites qui témoignent d'une vie antérieure dans ce désert. En effet, les gravures rupestres découvertes dans les montagnes et collines d'Arbinda et Pobé Mengao au Soum, et à Markoye dans l'Oudalan, nous renvoient à la période du Moyen-âge. Des découvertes de nécropoles formées de grandes jarres en céramiques ont été faites à Gandafabou, village situé à 15 km au Nord de Déou (Oudalan).

Par ailleurs, en 1996, une équipe d'archéologues allemands et burkinabè a fait la découverte d'un site de vestiges d'architectures en briques de terre datant de l'an 1000 après J. C. sur les hauteurs de la dune morte de Oursi (Oudalan).

3.1.1. *Peuples autochtones du Sahel*

Entre le 14^e et le 15^e siècles, naissait l'empire de Gao avec l'empereur Soni Ali Ber. Cet empire s'étendait du Sahara jusqu'au Dahomey. Les Sonraïs du Goroual, de Tera et de Tilabery, appelés Gabis, ceux d'Arbinda ou Harobanda et de Tondi-Bi (Hombori) occupaient la rive droite du fleuve Niger. Les Gourmatchés, leurs voisins immédiats (car vivant sur la même rive droite du Niger) ne manquèrent pas par endroits de s'assimiler à eux, comme c'est le cas à Doumam (Oudalan) et Falangoutou (Séno). Un mystérieux chasseur, du nom de Bamoï serait un Gourmatché, ancêtre des Sonraïs de Falangoutou. Les Acouroumbas, ou Foulsé, encore appelés Déforobés, occupaient cette zone, du Goroual à Arbinda, et plus loin au Sud.

Ainsi, Sonraïs, Gourmatchés et Foulsés seraient sans doute les peuples autochtones de cette région. Les alliances tissées dans le temps montrent leur intégration parfaite. À Arbinda, les Sonraïs se sont fondus dans la communauté Foulsé, tout en conservant le pouvoir d'État. Beaucoup de Sonraïs vivant dans la zone de l'Oudalan se proclament d'ailleurs descendants de Gourmatchés (Dicko, 2022).

3.1.2. *Peuples allogènes du Sahel*

Les invasions dans le Sahel actuel ont commencé véritablement lors de la destruction de l'empire Songhaï en 1591 par les Marocains, suivant principalement deux axes : Tombouctou, vers le Sud, et Gao, vers le Sud. Les premiers arrivants sont les Peuls basés dans le Delta moyen du fleuve Niger depuis le 15^e siècle en provenance du Fouta-Toro (Sénégal) et du Fouta-Djalon (Guinée). Ils vont poursuivre leur trajectoire à l'Est suite à l'arrivée de Sékou Amadou au Macina en 1818. Quelles étaient les raisons de cette émigration ? L'on peut citer :

- ❖ La recherche de pâturages ;
- ❖ La fuite des guerres et razzias ;
- ❖ Et les conseils des oracles.

C'est ainsi que les Peuls Férobés, conduits par Birmali (Ibrahima Seydou) arrivèrent à Dori et fondèrent le royaume du Liptako en 1809-1810 sous les conseils de Ousmane Danfodio de Sokoto (Nigeria). Ce royaume couvrait à l'époque les provinces actuelles de l'Oudalan et du Séno, et se limitait à l'Ouest à Beléhédé situé à environ 50 km à l'Est de Djibo.

Vers 1800, les Touaregs, décimés par des guerres fratricides et sous la pression d'autres Touaregs de Meneka (Mali), arrivèrent à Koubourou, actuel Oursi (Oudalan – Burkina Faso),

et fondèrent en 1827, le royaume de l’Oudalan à Beiga situé à 18 km au Nord de Gorom-Gorom (Oudalan – Burkina Faso). Ce, après une bataille entre l’émirat de Dori et celui de Oudalan. Ce dernier royaume, connu sous le nom de canton de l’Oudalan, regroupe des Peuls, des Sonraïs et des Touaregs, pour la plupart venus de Gao et Tombouctou (Mali).

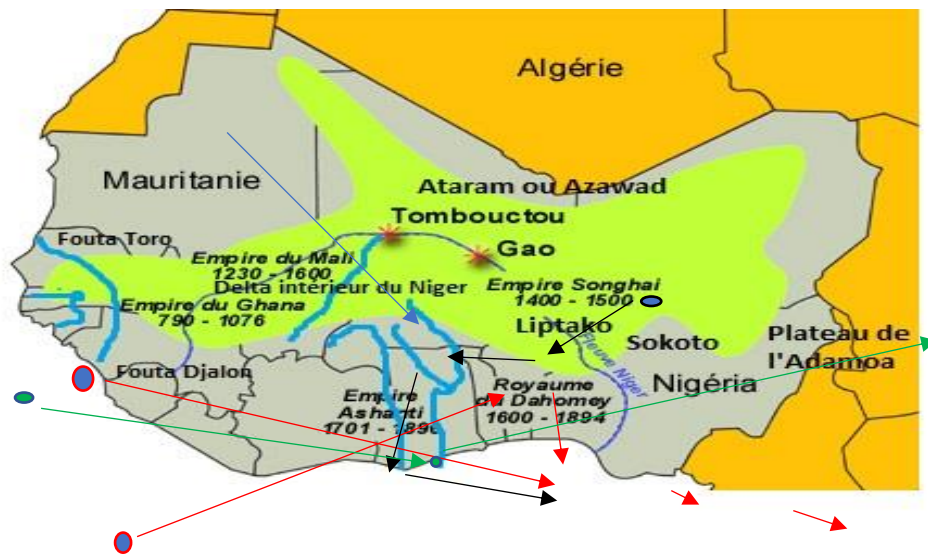
3.2. Spécificités socio-culturelles et économiques du Sahel

Les peuples sahéliens ont une organisation spécifique qu’il convient d’examiner sous l’angle des ethnies, des langues, des cultures et de la religion.

3.2.1. Approche par les ethnies

Le Sahel est composé de plusieurs anciennes royautes indépendantes les unes des autres. Il s’agit de l’émirat du Liptako et des royaumes de l’Oudalan, de Djibo, de Tongomayel et de Pobé Mengao. Les principales ethnies du Sahel sont : les Peuls, les Touaregs ou Tamasheqs, les Déforobés et les Sonraïs. À ces populations devenues autochtones par les circonstances, s’ajoutent celles qui sont arrivées dans le cadre des échanges commerciaux : les Mossis, les Haoussas et les Maures.

Carte des anciens royaumes de l’Afrique de l’ouest



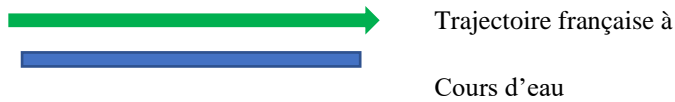
Légende : Mouvements migratoires Peuls et Touaregs entre le 15^{ème} et le 19^{ème} siècle



Trajectoire Peul à partir du 15^{ème} siècle



Trajectoire Touareg vers le 16^{ème} siècle



Les peuples autochtones du Sahel étaient généralement agriculteurs et sédentaires. Quant aux allogènes, ils étaient nomades et éleveurs. Dans la philosophie de ces derniers, l'animal est l'élément essentiel de la vie. Les espaces à rechercher sont ceux qui sont propices à l'élevage et à la vie humaine, car pour eux, la vie d'un homme et son bonheur sont fondamentalement liés au capital animal. Leur mode de production est la transhumance saisonnière ou le nomadisme de longue durée. Le lait et la viande constituent la base alimentaire.

3.2.2. *Approche par les langues et les cultures*

La langue est non seulement un moyen de communication, mais aussi un courant de transmission de la culture. Celui qui comprend la langue d'autrui, comprend aisément ce dernier. La langue la plus parlée au Sahel est le Fulfulde, dont les locuteurs proviennent de plusieurs milieux communautaires par simple besoin de communiquer ou par adoption. Les groupes ayant adopté le Fulfulde comme langue sont :

- ❖ Le groupe peul ;
- ❖ Le groupe sonraï de Hombouri (appelés Sonraïs de Tondibi) ;
- ❖ Le groupe tamasheq s'étant fondu dans le milieu peul (dans la province du Séno) ;
- ❖ Le groupe malébé qui serait d'origine Malinké et vivant aujourd'hui dans la province de l'Oudalan.

Plus en détails, on pourrait relever les spécificités suivantes :

Les groupes ayant adopté la langue Sonraïs comme moyen de communication sont composés :

- ❖ De groupe sonraï originel ;
- ❖ Des groupes peuls : les Dogabés et les Bambas ;
- ❖ Des groupes Tamasheqs : Alkaseybatan, Irawelan, Charam-Charam.

Les groupes ayant adopté la langue Tamasheq sont :

- ❖ Les groupes Tamasheqs ;
- ❖ Les Peuls Wara-wara ;
- ❖ Les Peuls Dogabés.

Les groupes inter-groupes sont constitués des groupes utilisant plusieurs langues :

- ❖ Les Peuls Dogabés , peuls de sang parlant Sonraï et pratiquant les coutumes Tamasheq ;
- ❖ Les Peuls Bambas parlant sonraï et qui pratiquent des coutumes Tamasheq ;
- ❖ Les Peuls Wara-wara parlant uniquement Tamasheq ;
- ❖ Les Tamasheq qui parlent, Tamasheq et Sonraï sont : les Alkaseybatan, les Charamcharam et les Irawelan.

Quand on fait le recoupement, on s'aperçoit que trois langues dominant au Sahel. C'est le Fulfuldé, le Tamasheq et le Sonraï. Elles permettent à la plupart des habitants de mener ensemble leurs activités d'élevage, d'agriculture et de commerce dans un espace de transversalité linguistique et de communauté religieuse. Ce tableau, en principe, est favorable au dialogue interculturel et inter-ethnique, à travers la langue et la culture.

3.2.3. *Approche par la religion*

L'islam est la religion de tous au Sahel. Plus de 95% de la population est musulmane. La langue de communication la plus répandue et communément utilisée est le fulbé (un peu comme le diouala dans l'Ouest du pays et le moore au Centre et dans d'autres régions). Les signes distinctifs sont : le turban pour la chefferie, symbole de respect, de dignité et d'honneur. Le sabre est l'arme du combattant ; le bâton est l'arme du berger ; le grand boubou est la tenue traditionnelle ; le mariage est obligatoire pour tout adulte. Enfin, la case traditionnelle s'identifie à la femme. Cet habitat est aussi le signe de l'homme marié et du foyer.

3.2.4. *La question des descendants d'esclaves¹²*

Les rapports des maîtres avec leurs dépendants peuvent sous certains aspects être considérés comme un échange de services : protection guerrière et « sociale » pour les « maîtres », fourniture de denrées agricoles et de main-d'œuvre chez les asservis. Il y avait des règles qui régissaient les rapports entre les deux entités.

¹² Maurice Bazemo (1990) donne les détails suivants : Chez les peuls, à son acquisition, l'esclave dormait dehors à côté du feu. Il était reconnaissable à la couverture blanche dont il se couvrait. Au réveil, il l'accrochait à un arbre. Il existe cependant une promotion. Après un certain temps de service, le maître permettait à l'esclave d'aller habiter au DÉBÈERÈ, le quartier des anciens esclaves.

Maccudo (Sing) et *Maccoubè* (plur) =l'esclave nouvellement acquis

Dimaajo (Sing) et *Rimaybè* (Plur) ou *Toumbooma Maccudo* (Sing)=Ancien captif (DIMO : Homme libre vient de « Rim »=Donner naissance # RIMAÏBÈ=Ceux qui n'ont pas donné naissance.

Tamboura « Ne revendique rien » ; « Ne me dépasse pas », « Attrape et tais-toi »

Dans la perception globale, le captif n'avait pas d'existence ; il n'existe que pour le maître ; c'est une créature du maître. La captivité est sans fin : on devenait captif pour mourir captif et les enfants du captif héritent ce statut. Ainsi, les descendants des maîtres tolèrent difficilement l'ascension des descendants d'esclaves à qui l'on rappelle fréquemment leur statut pour les bloquer : mariage, fonctions sociales... (Bazemo, *op.*, *cit.*).

3.3. *Rapports sociaux des communautés sahéliennes*

Les nomades vivaient dans la campagne pour bien mener leurs activités d'élevage, et les sédentaires dans les villes et villages pour s'occuper de l'agriculture. Les marchés, les cérémonies religieuses, les décès et les points d'eau sont des moments et des lieux d'échanges ou de retrouvailles. Ces communautés entretiennent des relations très hiérarchisées entre elles, et des relations de commerce avec les autres.

3.3.1. *Rapports des communautés sahéliennes entre elles*

D'une manière générale, la société sahélienne est très hiérarchisée et obéit au schéma ci-après :

- ❖ La haute hiérarchie : les nobles ou suzerains ;
- ❖ Les hommes du livre : le clergé ;
- ❖ Les vassaux ou demi-nobles ;
- ❖ Les serfs : assujettis aux travaux champêtres, domestiques et à l'élevage ;
- ❖ Les castes : forgerons, boisseliers, cordonniers et conseillers des chefs ;
- ❖ Les esclaves : groupe qui n'avait pas d'identité. Ce rôle se transmettait de père en fils.

Chacune des catégories citées plus haut pouvait posséder des esclaves par achat, rétrocession, dons ou autres procédés. L'esclave n'est autre qu'un matériel symbolisant la puissance et la qualité de celui qui le possédait. Le travail était reparti selon les catégories sociales. Le commandement est réservé aux suzerains, le travail physique aux esclaves et l'enseignement aux hommes du livre. Le nomade était essentiellement éleveur et les sédentaires, agriculteurs. Cette manière de répartir les rôles s'inspire de la charte de Kourouanfougan de Soundjata Kéïta votée en 1232 et qui a eu cours dans toute la région de l'actuel G5 Sahel.

3.3.2. *Rapport des communautés sahéliennes avec l'extérieur*

L'origine de l'ethnie peule en générale et de celle du Sahel est vraisemblablement à chercher chez les « pasteurs à bovidés » du Sahara préhistorique, dont l'aspect et le genre de vie, tels qu'ils apparaissent dans les peintures rupestres du Tassili, évoquent étonnamment ceux des Peuls nomades¹³. L'animal est le moyen qui rythme le mode de vie des Peuls aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société. Il marque les rapports sociaux notamment les mariages, l'héritage, le don et le contre-don cher à Marcel Mauss, mais aussi les mouvements physiques dans l'espace, la migration en d'autres termes. Mais le Sahel n'a jamais été seulement peuplé que de nomades. Y ont toujours vécu des peuples autochtones, sédentaires, les Sonraï, les Bella, producteurs de céréales (confères pages antérieures). Dans les rapports économiques, la monnaie d'échange utilisée couramment au Sahel pour commercer notamment avec l'extérieur était l'animal. En échange des céréales, les nomades proposaient le bétail. Les conquêtes, les migrations ont engendré un rapport social de type esclavagiste (maîtres vainqueurs sur des captifs esclaves). Ce phénomène s'est intégré aux rapports économiques en ce sens que l'esclave déjà producteur et serviteur de son maître pouvait être vendu. Au fil du temps (XVIIe, XVIIIe), les nomades ont commencé à se sédentariser, à créer des marchés où les rapports au-delà des besoins économiques ont intégré davantage la dimension sociale.

La sécheresse de 1973 a marqué un tournant historique dans la vie et les rapports des populations du Sahel. Il en est de même de la découverte des sites aurifères (tel que celui d'Essakane en 1986) qui va également et fortement influencer les rapports sociaux. L'élevage et l'agriculture révélant leur précarité sous l'influence des aléas climatiques, les jeunes vont chercher à s'investir dans l'orpaillage. Néanmoins, les conflits éleveurs vs. agriculteurs survivent jusqu'à nos jours, même s'ils se constatent de moins en moins.

« De nos jours, la question sécuritaire constitue une menace importante à la cohésion sociale. La stigmatisation dont sont victimes les populations du Sahel dresse les populations les unes contre les autres, et surtout contre des communautés extérieures. C'est la conséquence du fait que l'Etat n'assume pas son rôle régalien. Par ailleurs, les questions politiques sont mal gérées, et sont basées souvent sur des considérations ethniques qui biaisent la démocratie (Diallo M., ancien enseignant d'école primaire : entretien du 27 septembre 2022). »

4. Discussion

¹³ <https://www.universalis.fr/encyclopedie/> consulté le 12 /6 :2023

4.1. *La dynamique actuelle du terrorisme au Sahel*

Des actes¹⁴ du colloque sur le terrorisme au Burkina Faso (décembre 2021) contiennent une abondante littérature sur le développement du terrorisme au Sahel (ses causes, conséquences et hypothèses de solutions).

Le terrorisme s'est généralisé avec la multiplication de divers groupuscules affiliés à l'État Islamique et Al Qaïda. En effet, depuis l'éclatement du groupe Islamique Algérien (GIA), le mouvement Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) est devenu Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) présent au Sahel. Le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), né d'une scission avec AQMI a donné naissance au Front de libération pour le Macina (FLM) ou Katiba du Macina et État Islamique au Grand Sahel (EIGS). Ces deux mouvements occupent le Centre et le Nord du Mali ainsi que le Nord du Burkina Faso. Leurs points de convergence est l'instauration d'un État islamique avec la propagation d'un Islam fondé sur la Charia dans toute l'Afrique de l'Ouest. Leurs divergences sont multiformes : alors que katiba du Macina est ouverte aux négociations avec les autorités et prône une libération des zones de pâture, un partage équitable du butin de guerre, l'EIGS s'y oppose et soutient l'instauration d'une violence plus grande et d'effroyables destructions.

En effet, Diallo Amadou, Imam originaire du village de Kufa (Mali) d'où il tire son pseudonyme Hamadou Kuffa, fut le fondateur du Front de libération pour le Macina (FLM) ou katiba du Macina depuis 2015. C'est après plusieurs séjours de formation au Mali auprès de ce leader religieux et politique que Malam Ibrahim Dicko s'est progressivement radicalisé dans ses prêches et est parvenu à créer en 2016 une cellule terroriste baptisé Ansaroul Islam à Djibo (Burkina Faso). Celle-ci, malgré la disparition de son leader en 2017, à la suite d'une attaque perpétrée par les forces françaises dans la forêt de Foularé, continue de se propager dans diverses zones du pays confrontées aux conséquences de l'insécurité. Donc, le Burkina Faso est en proie, depuis sept ans à une guerre asymétrique, face à un ennemi invisible, n'ayant pas de structure étatique, ni de gouvernement, ni armée régulière et dont les modes opératoires sont changeants mais procédant plus souvent, par attaques surprises.

De nos jours, le terrorisme sévit dans dix régions sur treize que compte le Burkina Faso. En effet, de la région du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est, le terrorisme s'est repandu dans la Boucle du Mouhoun, au Sud-Ouest, dans les Cascades, les Hauts Bassins et le Centre-Est.

¹⁴ Actes du colloque sur : le terrorisme au Burkina Faso : négocier ou pas ? Publication attendue chez l'Harmattan, Paris.

4.2. *Le ferment idéologique et ses adjuvants dans le développement du terrorisme au Burkina Faso*

L'*anti-occidentalisme* est l'idéologie de base du terrorisme au Burkina Faso. Elle procède de la remise en cause de l'école républicaine : loin du fondamentalisme religieux et de la remise en cause de la laïcité de l'État (quand bien elle ne serait pas écartée), l'idéologie des groupes terroristes fait de l'École occidentale une cible privilégiée puisque perçue comme démoniaque. Ce modèle d'éducation doit être détruit et remplacé par une école fondamentaliste islamique. Dans les zones sous le contrôle des terroristes, l'école républicaine est remise en cause par des destructions massives de salles de classes et du matériel pédagogique. Les enseignants intimidés et menacés abandonnent leurs postes et les populations sont invitées à inscrire les enfants dans des formations conformes à une interprétation d'un islam qui se veut rigoriste. Les extrémistes violents du Sahel font la guerre à l'éducation. Leurs cibles ne sont pas seulement les enseignants et les enfants, c'est le tissu de la société.

« *Prendre les écoles pour cible est une stratégie cruciale pour les groupes extrémistes militants, car les écoles sont souvent le seul symbole de la présence de l'État dans les villages éloignés et enseignent des valeurs qui sont opposées à l'idéologie des extrémistes* », soutient Marie Toulemonde, dans le magazine *The Africa Report*, (4 mai 2023).

Selon l'auteur près de 9.000 écoles dans les trois pays ont fermé leurs portes au cours des quatre dernières années (2019 à 2022) en affectant plus de 1,6 million d'enfants. Le Burkina Faso est l'un des plus touchés avec près de la moitié des écoles fermées en Afrique centrale et Afrique de l'Ouest. La fermeture des écoles y a augmenté de 40 % depuis la fin de la dernière année scolaire. Une école sur quatre a fermé ses portes au cours des quatre dernières années, affectant plus de 1 million d'enfants. Depuis septembre 2022, au moins huit enseignants ont été assassinés, surtout dans des zones rurales contrôlées par les extrémistes.

Parfois, tout commence avec des menaces violentes écrites sous forme de graffiti sur les murs d'une école. Lorsque des extrémistes lourdement armés arrivent à moto, la terreur les accompagne. Ils tirent sur les enseignants, les enlèvent, les violent. Certains sont exécutés devant les enfants. Les écoles sont incendiées, certaines ne sont pas réparables.

Cependant, la contradiction culturelle coloniale n'est pas seule cause justifiant l'enlèvement du terrorisme au Sahel. Elle est aussi à rechercher à travers le *chômage et le manque d'opportunités*

d'emplois. Dicko. D. (un des premiers enseignants de "l'école française" à Gorom-gorom, est formel (entretien du « septembre 2022).

« Frustrée et révoltée de leurs conditions contre leur société ou attirée par la recherche de gains faciles, une partie de cette jeunesse désorientée est, de plus en plus, animée d'un esprit de vengeance qui l'incite à s'engager spontanément aux côtés des groupuscules terroristes, ignorant parfois, la portée de telles actes d'enrôlement et d'engagement. Ce processus est accentué par le faible niveau d'instruction des populations locales quand elles n'y sont pas contraintes. En effet, que peut faire le fils lorsque le père est pris en otage et dont la vie dépend de l'adhésion du fils au groupe terroriste ? Les zones rurales sont plus vulnérables que les zones urbaines. »

La corruption : la corruption dans une société où elle paraît endémique, permet l'expansion du terrorisme. C'est un phénomène dévastateur qui écarte la jeunesse des valeurs fondamentales de sa société telles le patriotisme, l'intégrité, le don de soi ou le sacrifice au profit de l'intérêt général ou de la collectivité, etc. Pour sauver son honneur l'Homme du milieu est prêt à tout offrir à l'agent du bureau, comme nous l'avons vu à travers le recours à l'Administration en cas de contentieux entre habitants. Ceci est un facteur entre, autres, qui favorise la corruption dans le milieu. Argument qu'utilisent les terroristes pour prétendre être les garants de la justice sociale.

Les conflits intra et intercommunautaires : les hiérarchies sociales ancestrales (maîtres, esclaves), les clivages entre les groupes ethniques, les conflits pour l'appropriation ou le contrôle des ressources naturelles, etc., constituent un terreau fertile pour le terrorisme qui les exacerbe et les manipule.

Les appétits financiers d'une économie de guerre florissante (voir projet de Thèse de Toubga¹⁵), une velléité soupçonnée d'établir un califat dans une partie du territoire burkinabè en ferait partie, sont d'autres sources de motivation des terroristes qui tentent de mettre le Burkina Faso sous ordre.

Conclusion

¹⁵ Toubga Paala, doctorant au Département de sociologie de l'Université Joseph KI-ZERBO et membre du projet de recherche sur *sources endogènes* au Pôle d'excellence. Son sujet de recherche en cours porte sur le financement du terrorisme.

Le Sahel est sans conteste le foyer incandescent du terrorisme au Burkina Faso et il y a une intelligibilité sociologique à en faire. La présente recherche est partie de l'hypothèse que les groupes ethniques du milieu et leurs interactions sociohistoriques offrent une base de compréhension du phénomène. Elle est corroborée par les données collectées qui font ressortir que ces populations, quoique partageant des pans culturels et religieux cohérents, ont néanmoins des antécédents conflictuels dans leurs rapports d'occupation de l'espace (conquête spatiale), de conversion religieuse (islamisation forcée des autochtones), de colonisation (achoppements et rejet de '*l'homme blanc*' quant à se soumettre à lui et à sa religion, sa culture, son école), de gestion économique (concurrence dans l'accès aux ressources : les conflits liés aux pâturages) et de gouvernance administrative (mise sous tutelle et contestation, récrimination de la gouvernance de l'État). L'apparition de nouveaux phénomènes comme le chômage, la corruption, l'absence de l'Etat, déficit d'investissement public ont exacerbé des ressentiments anti-ordres, contestataires qui ont fermenté facilement le terrorisme.

De nos jours, la lancinante question de la hiérarchie par la descendance (maîtres de naissance : Peulh et Touareg, contre esclaves de naissance, anciens captifs : Rimahibé, Bella) est une hypothèse forte de sédentarisation du terrorisme. Pour cause, les Volontaires de la Défense de la Patrie (VDP), supplétifs des Forces de Défense et de Sécurité (Armée, Gendarmerie, Police) se recruteraient parmi les catégories, les ethnies dominées qui par l'accès aux armes de combat se retournent pour renverser la hiérarchie sociale qui leur était séculairement défavorable. Des données de terrain méritent d'être recueillies pour vérifier cette dimension de l'analyse de l'enlèvement du terrorisme au Sahel.

Références bibliographie

- BA Hampâté Amadou, 1980, "La tradition vivante", in: Ki Zerbo J. (éd.) Histoire générale de l'Afrique, tome 1. Paris, UNESCO : 191-230.
- BAZEMO. Maurice, 1990 : Une approche de la captivité par le vocabulaire chez les Peuls du Djelgoji (Djibo) et du Liptaako (Dori), In : Dialogues d'histoire ancienne, vol. 16, n°1. pp. 403-423.
- HENRY Barral 1977: Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral, Paris, ORSTOM.
- BECK. Ulrich, World Risk Society, Cambridge, Polity Press, 1999.
- BAUDRILLARD Jean, 2020, L'esprit du terrorisme, Paris, Galilée.
- DIALLO Hamidou 2009, (sous la direction de Jean-Louis TRIAUD), Histoire du Sahel au Burkina Faso : agriculteurs, pasteurs et islam (1740-1960), Aix-Marseille,
- DIALLO Nabons Laafi, 2020, Le terrorisme au sahel : la dynamique de l'extrémisme violent et lutte anti-terroriste, l'Harmattan.
- KI-ZERBO, J, 1992, La natte des autres : Pour un développement endogène en Afrique (Actes du colloque du Centre de Recherche pour le Développement Endogène (CDRE), Bamako, 1989, Paris / Dakar, Karthala / Codesria, 1992.
- KHOSROKHAVAR, F, 2018, Le nouveau jihad en Occident, Paris.

- HAMA. Boubou, 1976, Empire Songhaï, ses ethnies, ses légendes et ses personnages historiques, *Revue d'histoire d'Outre-Mers*, numéro 231.
- HOFFMANN B, 1982, *La mécanique terroriste*, Paris, Nouveaux Horizons.
- OUEDRAOGO N. B. 2020, *Sociologie des violences contre l'État au Burkina Faso. Question nationale d'identités*, Paris, l'Harmattan.
- PFANNER Toni "Asymmetrical warfare from the perspective of humanitarian law and humanitarian action", in *Review of the Red Cross*, vol 87, numéro 857, pp. 149-174, 2005,
- RICHARD Kuba et Alii : *Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso* Payre Renaud, Polle Gilles. *Analyse des politiques publiques et sciences historiques*. Dans *Revue française de science politique* 2005/1 (Vol. 55). 2005/1 (Vol. 55), Éditions Presses de Sciences Po.
- SOME D.B et All, 2023 : *Le terrorisme au Burkina Faso : négocier ou pas ?* L'Harmattan.
- TCHANGARI, Moussa, le 19 août 2017 : *Aux origines de la crise sécuritaire. Conflits armés, crise de la démocratie et convoitises extérieures*, éditorial du Monde.
- Site internet :
<https://adf-magazine.com/fr/2023/05/les-terroristes-font-la-guerre-a-leducation-dans-le-sahel>. Consulté le 18 novembre 2023.